



Le journaliste de VISION 4, Bruno Bidjang, a été arrêté mercredi dernier sans convocation, suite à ses propos sur l'augmentation du prix du carburant. Il a été assisté lors de son audition par son avocat, Me Tchoungang, au cours de laquelle ont été évoqués les éléments de son émission décryptage à Vision 4 avec le député Cabral Libi, appelant les Camerounais à manifester leur indignation.

Bruno Bidjang a été placé en garde à vue pour incitation au soulèvement, atteinte à la sûreté de l'État et incitation à l'insurrection. Hier, il a été présenté devant le commissaire du gouvernement, Belinga Cerlin, qui l'a renvoyé au Service des Enquêtes Judiciaires pour complément d'enquête.

Cependant, Me Tchoungang s'est constitué dans le dossier à la demande de Jean Pierre Amougou Belinga, le patron de Vision 4, qui s'est officiellement désolidarisé de Bruno Bidjang. Celui-ci a tenu à rappeler son attachement aux institutions de la république et à leur intégrité, refusant toute association avec cette affaire.

La situation continue d'évoluer de manière rapide et complexe, avec des rebondissements inattendus et des prises de position variées au sein de la société civile et des médias. Le sort de Bruno Bidjang reste incertain, tandis que les appels en sa faveur se multiplient.

Des personnalités telles que le journaliste Haman Mana, le politicien Jean Michel Nintcheu et la présidente du REDHAC, Maximilienne Ngo Mbe, ont appelé à la libération de Bruno Bidjang, manifestant leur soutien à sa cause